

# Une mobilisation syndicale traversée par le souffle des Indignés ?

## La « marée verte » dans le secteur de l'éducation à Madrid

**a**u travers du mouvement des Indignés (ou « mouvement du 15 M »), le syndicalisme espagnol a-t-il éprouvé les limites de sa capacité actuelle à être en phase avec les luttes sociales engendrées par le refus des politiques d'austérité ? La question pourra surprendre, bien qu'elle renvoie à une série de représentations qui ont entouré le mouvement des Indignés et qui alimentent les discussions militantes, y compris dans les milieux syndicaux en France. Comment expliquer que le syndicalisme espagnol ne se soit apparemment pas retrouvé du côté de la mobilisation populaire symbolisée par l'assemblée de la *Puerta del Sol* à Madrid, mais du côté des institutions dénoncées par celle-ci comme déconnectées du peuple et de la « démocratie réelle » ? Si cette question a du sens dans la mesure où les confédérations syndicales ont effectivement pu faire l'objet de fortes critiques et de rejet dans les débats ouverts par le mouvement des Indignés, il convient de la dépasser afin de ne pas en rester à une opposition stérile entre mouvements sociaux et syndicats, mais d'essayer de comprendre, au contraire, les articulations et les influences entre les deux. Nous analyserons plus spécifiquement la « marée verte », expression qui désigne les luttes menées dans le secteur de l'éducation depuis 2011 et qui ont relié

SOPHIE BÉROUD

Maître de conférences en science politique,  
Université Lyon 2, Triangle

les acteurs syndicaux aux assemblées et mouvements populaires issus du 15M.

### Le syndicalisme comme partie du problème et non de la solution ?

Pour Angel Calle Collado et José Candón Mena, deux sociologues spécialistes des mouvements sociaux, le syndicalisme dit « majoritaire » – celui qu'incarnent les Commissions ouvrières (CC.OO) et l'Union générale des Travailleurs (UGT) – a subi de la part des Indignés le même traitement que les partis politiques dominants<sup>1</sup>. Au sein des assemblées populaires qui se tenaient sur les différentes places des grandes villes du pays, ces « appareils syndicaux » ont été dénoncés avec autant de vigueur que leurs homologues politiques comme n'étant plus en mesure de représenter réellement la population, malgré leur quasi

1. Calle Collado A., Candón Mena J. (2013), « Sindicalismo y 15M » in Cruells M., Ibarra P. (dir.), *La democracia del futuro, del 15M a la emergencia de una sociedad civil viva*, Barcelona, Icaria, 2013, pp. 151-168.

monopole de la représentation « légale »<sup>2</sup>. Des commissions se sont ainsi mises en place pour contourner les « bureaucraties syndicales » et réfléchir à un « syndicalisme sans syndicat ». L'institutionnalisation des centrales syndicales majoritaires a été vivement critiquée, qu'il s'agisse de leur implication dans la gestion de la crise socio-économique depuis 2008 *via* les politiques de concertation et de « pactes » au sommet, ou de la priorité donnée à la négociation contractuelle depuis l'entreprise jusqu'au niveau national. Le mouvement des Indignés, par ses formes d'organisation et ses discours, aurait ainsi exprimé un profond décalage avec le syndicalisme, ne voyant plus celui-ci comme un acteur de la contestation et du changement social. Plus encore, l'absence de visibilité des syndicats dans ce mouvement serait révélatrice de l'incapacité des organisations de la « gauche traditionnelle » à exprimer le mécontentement populaire et à se saisir de sa critique « anti-système »<sup>3</sup>.

En nous appuyant sur une étude de terrain menée en mai 2013 à Madrid<sup>4</sup>,

nous avons tout d'abord voulu questionner ce décalage, en comprendre les multiples raisons et surtout aller au-delà d'une opposition binaire – très souvent avancée dans les travaux sur les mobilisations collectives en Espagne – entre des « nouveaux mouvements sociaux », issus « spontanément » de la société civile<sup>5</sup> et un mouvement syndical condamné à l'intégration dans les rouages de la puissance publique. En effet, plusieurs éléments incitent à fortement relativiser une telle vision. En premier lieu, le paysage syndical ne se réduit pas aux deux seules grandes confédérations, mais compte aussi des syndicats « minoritaires », qui peuvent être différents selon les configurations locales ou les communautés autonomes<sup>6</sup>. Le mouvement altermondialiste, dont la force s'est notamment exprimée en Espagne à l'occasion des mobilisations de 2003 contre la guerre en Irak, a créé depuis longtemps des habitudes de travail en commun entre différents collectifs de lutte et des forces syndicales<sup>7</sup>. En

2. Ce sont les deux principales confédérations syndicales d'Espagne. Les CC.OO revendiquaient en 2013 1 139 591 adhérents et l'UGT 1 169 000. Les deux confédérations totalisent à elles deux tiers des voix et trois quarts des représentants dans le cadre des élections des comités d'entreprise (source : ETUI).

3. Parmi les essais politiques qui entendent théoriser ce sentiment anti-système qui serait fortement présent dans le mouvement du 15M, cf. Taibo C. (2011), *Nada será como antes. Sobre el movimiento 15-M*, Madrid, Catarata.

4. Cette étude repose sur la réalisation d'une dizaine d'entretiens lors d'un séjour de terrain à Madrid (mai 2013) avec des responsables syndicaux au niveau confédéral (CC.OO et UGT) puis, en raison de l'intérêt qu'il nous a semblé pertinent de porter au mouvement dans le secteur de l'Éducation, avec des responsables régionaux et locaux des fédérations de l'enseignement (CC.OO enseñanza, STEM Madrid, UGT), avec quelques enseignants syndiqués impliqués dans la mobilisation (rencontrés notamment lors des assemblées convoquées pour le deuxième anniversaire du 15M

et dans des assemblées de quartier) et avec des chercheurs. Nous avons également assisté à une assemblée régionale de la « Marée verte » dans un lycée d'enseignement professionnel situé dans l'est madrilène. Nous avons par ailleurs procédé à un dépouillement systématique de la presse et à la collecte de documents syndicaux.

5. Pont Vidal J. (2004), *La Ciudadanía se moviliza, los movimientos sociales y la globalización en España*, Barcelone, Flor del Viento.

6. Il s'agit notamment de la CGT (Confédération générale du travail) et de la CNT (Confédération nationale du Travail) et implantées au niveau local dans certains secteurs ou entreprises, ou encore de ELA/STV et du LAB au Pays Basque. Ces organisations revendiquent une stratégie alternative aux confédérations CC.OO et UGT, davantage tournée vers la mobilisation. Il existe également des syndicats autonomes et sectoriels.

7. Antentas Collde Ram J. M. (2007), *Sindicalisme i moviment 'antiglobalizació', una aproximació a partir dels casos del forum social mundial i del tancament de l'empresa miniwatt*, Thèse pour le doctorat de sociologie, Universitat Autònoma de Barcelona.

second lieu, nombre de militants syndicaux, y compris membres des Commissions ouvrières et de l'UGT, ont participé à titre individuel aux assemblées sur les places publiques, puis aux assemblées de quartier, y faisant exister une pluralité plus importante qu'il n'a été dit de prime abord. Ces militants continuent à y jouer un rôle important aujourd'hui, ne serait ce que dans l'apport de ressources logistiques (lieux de réunion par exemple, reprographie des tracts, etc.).

Enfin, loin d'être atone, le mouvement syndical espagnol contribue fortement à la conflictualité sociale, en particulier dans le secteur public, mais aussi dans le privé à l'occasion de conflits localisés contre des fermetures d'entreprise. En 2012, les CC.OO et l'UGT ont organisé deux grèves générales (c'est-à-dire deux grèves interprofessionnelles de 24h), ce qui est un fait exceptionnel dans l'histoire sociale du pays depuis la Transition démocratique puisque seulement cinq grèves générales avaient été organisées jusque là, entre 1975 et 2010. La grève générale du 29 mars 2012 contre la réforme du « marché du travail » et contre les coupes budgétaires dans le secteur public mises en œuvre par le gouvernement du Parti Populaire (PP) a été particulièrement suivie, avec près de dix millions de grévistes selon les syndicats, soit 77 % de la population active<sup>8</sup>. Surtout, les manifestations organisées ce jour-là ont été les plus massives depuis celles contre la guerre en Irak, le mouvement des Indignés appelant notamment à rejoindre les cortèges dans plusieurs grandes villes, à « *tomar la huelga* »<sup>9</sup>. Cet

usage répété de la grève générale constitue une réelle inflexion dans la stratégie des confédérations syndicales, facilitée il est vrai par l'arrivée de la droite au gouvernement national suite aux élections législatives de novembre 2011<sup>10</sup>. Il tend à montrer, cependant, que les deux grandes confédérations syndicales, à différents niveaux, ne sont pas restées insensibles aux critiques dont elles ont pu faire l'objet de la part des « Indignés ».

Il semble dès lors intéressant d'observer la façon dont le mouvement des Indignés est venu percuter le mouvement syndical, contribuant indirectement à ce que ce dernier transforme ses modalités d'action et ses mots d'ordre. La mobilisation dans le secteur de l'Éducation, lancée dès septembre 2011 dans la communauté autonome de Madrid, est significative de ce processus d'ajustement du répertoire d'action et des modalités de construction de la lutte et il nous a dès lors semblé intéressant de nous focaliser sur cet événement protestataire, afin d'en tirer de premières pistes de réflexion.

### « Le 15 M nous a donné l'impulsion »<sup>11</sup>

Si le mouvement des Indignés a été critique envers les organisations syndicales majoritaires, il n'en a pas moins touché le monde du travail. À Madrid, au sein des assemblées de quartier qui se sont déployées dans le sillage du 15M et qui continuent à exister deux ans après pour une soixantaine d'entre elles environ, les

« *tomar la plaza* » (occuper les places publiques), soit l'appel à une citoyenneté active pour se réapproprier des espaces et des pratiques, dont la grève.

10. Marcet J., Liñeira R. (2012), « Les élections législatives du 20 novembre 2011 en Espagne », *Pôle Sud*, 36, p.127-134.

11. Entretien avec l'un des responsables madrîlènes du STEM (*Sindicato de trabajadores de la enseñanza de Madrid*), 27 mai 2013, dans les locaux du syndicat.

8. Anton Moron A. (2012), « Difficultés et perspectives pour le syndicalisme en Espagne », *Les Mondes du travail*, 12, pp. 89-103.

9. « Prendre la grève » : il s'agit d'un jeu de mot avec un des mots d'ordre du mouvement des Indignés,

commissions sur la défense du droit du travail, contre les coupes budgétaires et la défense des services publics sont relativement fréquentes. Il n'est pas étonnant qu'une des mobilisations sectorielles qui a été la plus sensible à l'influence diffuse du mouvement des Indignés soit celles des travailleurs de l'éducation, à la fois parce qu'elle s'est inscrite à l'échelle de quartiers, à partir de coordinations construites dans les établissements scolaires, et aussi parce que le secteur de l'éducation constitue un lieu de rencontre et d'échanges entre une partie de la jeunesse mobilisée et d'autres secteurs de la société.

Les luttes sociales dans le secteur de l'éducation, d'abord dans la Communauté autonome de Madrid, puis dans l'ensemble de l'État espagnol depuis 2011, sont menées sous égide syndicale<sup>12</sup>, tout en reposant sur une alliance large entre personnels, élèves et parents d'élèves et en déployant des modalités d'action originales, partiellement inspirées du mouvement des Indignés. Il est à noter que ce mouvement sectoriel est le plus fort qu'ait connu le monde de l'éducation en Espagne depuis 1988. À cette époque, la grève avait porté sur la revalorisation des salaires dans un contexte d'amélioration du secteur éducatif, de progression de la scolarisation et de consolidation de l'État social en Espagne. En 2011, la situation est tout autre et la mobilisation affronte au contraire un processus accentué de démantèlement de l'État social. L'annonce faite début juillet 2011 par le gouvernement de la communauté autonome de Madrid – qui est gérée par l'un des secteurs les plus durs du Parti

Populaire (PP) – d'une augmentation des heures des enseignants titulaires en collèges et lycées, d'une augmentation du nombre d'élèves par classe et du « licenciement » de 3500 professeurs intérimaires<sup>13</sup> crée ainsi les conditions de la mobilisation. La première assemblée générale organisée au siège des Commissions ouvrières de Madrid le 31 août 2011 connaît, à la surprise des syndicats, une affluence massive. « *La marée verte ne s'explique pas sans le 15M* »<sup>14</sup> : ce commentaire illustre l'impression de continuité qui semble avoir prédominé dès ces premières assemblées d'enseignants. Continuité qui s'inscrit aussi dans les pratiques : « *Au début pour applaudir, on faisait les mêmes gestes que dans les assemblées du 15M, vous savez...* »<sup>15</sup> Très vite, le mouvement prend la forme d'une plateforme qui réunit l'ensemble des syndicats (dont les organisations minoritaires), les associations de parents d'élèves et des assemblées de quartier.

Plusieurs dimensions vont caractériser cette mobilisation d'ampleur exceptionnelle. La première est la diversité de son répertoire d'action. Si la « marée verte » – c'est-à-dire la coalition associative et syndicale – organise quatorze journées de grève à Madrid en 2011-2012, en plus des deux grèves générales intersectorielles, elle donne aussi lieu à une forme de mobilisation permanente : des marches sont organisées, des manifestations en bicyclette, des classes en pleine

12. La fédération de l'enseignement des CC.OO est majoritaire dans le primaire comme dans le secondaire et a été l'une des forces motrices du mouvement.

13. Les « interimos » sont des personnes qui tout en ayant passé le concours d'enseignant n'ont pas été affectées à des postes fixes, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas encore été recrutées comme fonctionnaires et relèvent de contrats à durée déterminée, reconduits d'année en année.

14. Entretien du 29 mai 2013 avec un enseignant-chercheur à l'Université Carlos III.

15. Entretien du 30 mai 2013, déléguée CC.OO Enseñanza Madrid, siège régional CC.OO.

rue, des fêtes dans les parcs publics et surtout des occupations d'établissements. Le mouvement s'organise, en effet, à partir d'assemblées locales, établissement par établissement, où se mettent en place des comités de défense de l'école publique. La victoire du PP aux élections législatives du 20 novembre 2011 contribue à une extension du mouvement contre le projet de loi Wert<sup>16</sup> vers d'autres communautés autonomes (Andalousie, Catalogne, Murcie.), avec l'adoption des mêmes modalités d'action.

La deuxième singularité provient de la transformation du port des tee-shirts verts en symbole de la lutte et de la contestation des politiques d'austérité, d'où l'expression de « marée verte » qui s'est rapidement répandue. L'initiative semble partir d'une enseignante d'un collège public d'une banlieue populaire de Madrid, Vallecas (où le mouvement des Indignés est d'ailleurs resté très actif) qui décide de porter lors de la visite de la conseillère à l'Éducation de la Communauté Autonome un tee-shirt qui circulait *via* les réseaux sociaux. Le slogan inscrit sur le vêtement va devenir celui du mouvement : « *Escuela de tod@s para tod@s* ». Le jeu de mot sur la double lettre o/a, qui permet d'énoncer en même temps les genres masculin et féminin, répond aux préoccupations très présentes durant le mouvement du 15M de lutter contre la domination masculine dans le langage. Les réactions très vives du gouvernement du PP contre le port de ce tee-shirt, les sanctions infligées aux enseignants qui décident de l'arborer dans leur établissement, sont

les déclencheurs d'une popularisation de celui-ci, de sa transformation en symbole de la lutte. Parents d'élèves, élèves et enseignants s'habillent en vert pour encercler les bâtiments, décorer ceux-ci ou pour apparaître dans des actes publics. Comme l'explique un syndicaliste, le port du vêtement est devenu une arme de lutte, un acte de défi en lui-même<sup>17</sup>. Certains enseignants décident de le porter une fois par semaine pour faire cours afin d'affirmer leur opposition aux coupes budgétaires appliquées dans l'éducation. La présence de quelques enseignants vêtus du tee-shirt vert lors d'une session de discussion de la loi Wert à la Chambre des Députés aux *Cortes* a ainsi suffi à faire annuler la séance.

Enfin, la troisième caractéristique forte du mouvement réside dans l'adoption d'une plateforme large. C'est la défense de l'école publique qui est mise en avant et qui permet d'établir des jonctions avec d'autres secteurs en lutte pour la défense de l'ensemble des services publics. Dès le début de la crise économique, les plans de rigueur décidés d'abord par le gouvernement Zapatero (PSOE) puis par le gouvernement Rajoy (PP) se sont traduits par des réductions drastiques des dépenses dans le secteur public, notamment dans l'éducation et dans la santé, et par la baisse des salaires des fonctionnaires. La loi Wert de réforme éducative, qui entérine une coupe dans les budgets éducatifs et une augmentation des droits d'inscription à l'Université a, de plus, facilité la jonction avec la puissante fédération de parents d'élèves<sup>18</sup> et avec des syndicats étudiants. Au travers de la plateforme,

16. Il s'agit de la *Ley orgánica para la mejora de la calidad educativa* (LOMCE) – plus connue sous le nom du ministre de l'Éducation, Wert – qui a été finalement adoptée par les *Cortes* le 9 décembre 2013 avec les suffrages du seul PP.

17. Entretien avec l'un des responsables madrilenos du STEM, 27 mai 2013, dans les locaux du syndicat.

18. Il s'agit de la CEAPA - *Confederación Española de Madres y Padres de Alumnos*.

des revendications, du slogan unificateur de la lutte se joue une opération de cadrage qui facilite une appropriation relativement souple du mouvement au niveau local<sup>19</sup>, d'autant plus que prédomine au sein des assemblées d'établissement une forme d'organisation horizontale. Chaque assemblée, composée des enseignants syndiqués ou non, des parents d'élèves, de soutiens venant des assemblées du quartier décide ainsi de ses modalités d'action et de la façon dont elle s'inscrit dans le mouvement. Ce type de structuration a favorisé un dépassement des revendications professionnelles pour faire de la « marée verte » un prolongement parmi d'autres de la mobilisation « citoyenne » des Indignés, les collectifs issus de ce dernier mouvement investissant et soutenant la lutte dans le secteur éducatif.

Cette mobilisation dans le secteur de l'éducation donne ainsi à voir un mouvement syndical à la recherche de coalitions

19. Contamin J.-G. (2010), « Cadres et luttes de sens » in Fillieule O., Agrikoliansky E., Sommier I. (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, pp. 55-75.

larges, soucieux d'établir des liens avec les usagers, de s'appuyer sur un ancrage local et de renouveler son répertoire d'action contestataire. Ces pratiques attestent d'une dynamique de reconfiguration, en partie liée à l'impact du mouvement du 15M. Si elles n'autorisent pas à dire que l'ensemble du mouvement syndical en Espagne entend se réapproprié des formes d'action plus combatives, elles montrent cependant combien, à l'échelle d'un territoire et d'un secteur d'activité, la critique de l'institutionnalisation du syndicalisme peut s'estomper rapidement. Sur le plan sociologique, une des questions qui est posée est celle des modalités concrètes par lesquelles s'exerce une influence croisée entre différents espaces de contestation. La participation de militants syndicaux aux assemblées du 15M, mais aussi la façon dont ils ont perçu ce mouvement, dont ils en ont reçu des échos (via des proches, des élèves, des étudiants...) serait ainsi une dimension à creuser, tout comme les modalités au travers desquelles les militants du 15M les plus éloignés du monde syndical ont investi des thématiques liées à la sphère du travail. ■